

Pass politico-sanitaire obligé : sommes-nous/glissons-nous en dictature ou pas du tout ?...



Par Lucien Samir Oulahbib

Cette question béotienne (comme on dit) peut encore prêter à sourire tant d'un côté l'évidence crie « oui », à voir la propagande hygiéniste et ses diverses obligations juridiques qui explosent (malgré l'effondrement des indicateurs : les *malades* de diarrhée étant plus importants que ceux de la C19) tandis que de l'autre les puissants de l'heure expliquent que « non » puisque vous pouvez encore vous poser la question sans être enfermé et qu'il existe des « lois ».

Ce dernier point peut prêter à sourire tant ces « puissants » oublient volontairement que sous Staline il y avait de la presse assez critique sur les dysfonctionnements du quotidien, que sous Hitler le droit était prolifique et se voulait même « moral », et qu'en règle générale il y a toujours eu des élections avec des candidats divers au sein des régimes dits pourtant non démocratiques...

Or, lorsque la presse est de plus en plus aux ordres, lorsqu'elle ment (confondant « cas » et « malades », par exemple, ou assénant qu'aucun traitement ne marche hormis l'injonction de l'injection expérimentale), de même lorsque le conseil d'État, le Parlement, et dans une certaine mesure le Conseil Constitutionnel adoubent toutes les décisions de fond du Pouvoir qui empiète pourtant les libertés fondamentales, mais ce au nom d'une supposée urgence « sanitaire » alors qu'elle est disproportionnée en réalité au vu des chiffres *réels* et non pas projetés) lorsqu'enfin toute critique de fond signifie mort médiatique puis sociale du « questionniste » (lorsqu'il n'est pas taxé de « rassuriste », « platiste », « complotiste »), quelle est la différence, dans les *faits*, entre ce que sont et/ou deviennent peu à peu aujourd'hui la France, les USA par exemple et les (anciennes) dictatures ?...

Car il est possible en effet d'avancer que deux différences cruciales restent toujours probantes : d'un côté l'existence de conflits permanents au sein du Pouvoir et de ses institutions qui laissent penser qu'une « balance des pouvoirs » existe encore, de l'autre l'absence d'une répression brutale et l'enfermement puis l'assassinat.

La première différence apparaît pourtant de moins en moins évidente (surtout avec un taux d'abstention de plus en plus important) d'autant plus que le conflit entre les instances ou en leur sein ne semble pas décisif, comme on le voit de mieux en mieux en France (de plus, la dernière loi d'urgence a été votée par une poignée de « députés ») ; par ailleurs, il y a toujours eu des conflits au sein des dictatures (d'où les purges permanentes).

La seconde différence s'exprime dans le fait que l'on peut toujours manifester ; certes, mais dans quelles conditions ? Tout dépend du moment et du degré de stupeur. Il y a eu aussi des manifestations sous Lénine et Trotsky, en 1968 en Tchécoslovaquie, Pologne en 1980, en 1989 sous le régime maoïste, en Égypte, Tunisie, en Algérie ces derniers temps... Observons la manière dont les manifestations des Gilets Jaunes première mouture ou de la « manif pour tous » ont été peu à peu brutalement dénigrées, voire réprimées au bout d'un certain moment (et celles aussi que le Pouvoir a laissées dégénérer par milices dites « antifa » interposées...). Rien ne dit que celles qui se déroulent actuellement contre un « pass » plus politique que « sanitaire » (les chiffres démentant le discours officiel au niveau des réanimations et de la mortalité) ne subiront pas le même sort à la rentrée de septembre (2021).

En un mot, passé le moment de sidération, pensant aussi que le « soufflet » de la contestation s'essoufflera comme toujours, le Pouvoir actuellement préserve toujours l'apparence d'une démocratie même si cela devient de plus en plus un village Potemkine du moins pour le peuple, car du point de vue des élites consentantes cela ne se voit pas du tout : leurs institutions supérieures fonctionnent normalement. Ainsi les Académies pérorent (mais sous l'Union Soviétique aussi), publient, soutiennent même la politique hygiéniste au nom de « la » Science alors que la controverse salutaire au sein de celle-ci est muselée, mais rien n'y fait : l'aveuglement est la norme, comme sous Lyssenko ou la pensée hygiéniste eugéniste à l'amorce du 20<sup>e</sup> siècle.

Tout cela sera bien entendu balayé d'un revers de main par les Suffisants bien assis sur leur certitude en argile pourtant.

Finalement qui a écrit : « La souveraineté nationale appartient au peuple » ? Un populiste, voire un complotiste ? Un souverainiste extrémiste de droite ?...

Bonjour chez vous N°6

---

[Voir aussi :

- ▶Le vrai fascisme : nous y sommes en plein dedans !
- ▶Fabrice Di Vizio: « Un gouvernement qui utilise un pouvoir arbitraire et absolu, ça s'appelle une tyrannie »]